



Va-t-en-guerre

On peut s'interroger sur l'obstination d'un président à vouloir parcourir les allées d'un salon agricole protégé d'une armée de CRS au beau milieu des vaches ? Chercher à comprendre l'obsession d'un homme à vouloir être partout, parler sur tout, et se voir ridiculisé, voire moqué persona non grata ? Se demander pourquoi cet homme toujours ivre de lui-même, déploie tant d'énergie au service d'une fatuité égale à sa totale cécité du pouvoir ?

D'explications il n'y a pas, car rien ne ressemble à cet homme et son monde, représentant dernière génération du néolibéralisme mortifère qui dévore tout sur son passage, les humains comme la nature. Depuis son arrivée au pouvoir, en remontant debout, à l'avant d'une jeep militaire, l'avenue des Champs-Élysées, le président Macron n'a cessé de faire la guerre au vivant et au peuple français comme personne avant lui. Casse des services publics, austérité aride, cadeaux fiscaux faits aux riches, dérives démocratiques, dédain parlementaire, réformes injustes, criminalisation écologiste, répression sociale, séparatisme de classe... Homme orchestre de la dévastation désormais pyromane dans le sillage d'une droite réactionnaire dont il permet aux pires arguments de s'inscrire dans la loi et à ses dirigeant.e.s d'être devenu.e.s respectables jusque sous les travées du Panthéon drapé où résonne Aragon et son affiche rouge. Il y a de quoi pâlir devant pareil bilan dont les brumes lacrymogènes et politiques sont de plus en plus fumantes et nauséabondes. De quoi faire se relever Manouchian et hurler !

D'autant que pour asseoir un peu plus son autoritarisme, et satisfaire son moi, le voici qui maintenant joue le chef va-t-en-guerre sur le front ukrainien pour demander plus d'armes, plus de soutien, plus d'engagement et même des troupes au sol. Le voilà qui veut faire de l'épargne

des français.e.s le noyau financier de notre réarmement national, comme il voudrait que les ventres de la jeunesse du pays le soient pour la démographie. Quelle honte et quelle hypocrisie ! Le sentiment d'un grand gâchis domine devant tant de mépris et d'agitation, sans cap ni légitimité...

Pourtant, pendant que monsieur officie et dirige son petit monde, ses ministres s'exécutent avec une dévotion organisée et toute décomplexée, tant du point de vue de la catastrophe écologique (variable d'ajustement incessante de la politique agricole et énergétique du pays) que du point de vue de la catastrophe sociale (variable permanente de l'économie et de la politique fiscale). Mais si le président Macron a décidé d'aller contre les droits humains et contre le droit à l'environnement, nous ne pouvons rester bras en croix à attendre que le train passe ! C'est en ce sens qu'Attac vient de publier une note présentant six mesures qui pourraient rapporter au moins 60 milliards pour financer les urgences sociales et écologiques, en faisant enfin payer leur juste part d'impôts aux multinationales et à nos milliardaires. Et une action rondement menée sur le futur hôtel de la firme Vuiton, ce 24 février, a ouvert les hostilités !

L'argent est là, à nos portes, et le choix de conduire ce pays au rabais dans une austérité dogmatique ne saurait être une fatalité du récit officiel et du consentement de masse imposé. Et si nombre d'entres nous se demandent dans quel monde nous vivons, nous devons nous souvenir que d'autres se sont battus pour nos droits et pour la liberté, et que d'autres, aujourd'hui encore, subissent la répression, le bruit des bombes et la haine de pouvoirs dominants qui avilissent et oppressent. Est-ce ainsi que les hommes vivent ? Nous refusons d'y croire. Nous ne pouvons abdiquer !

JN



Du 1^{er} février au 16 mars : **Enquête publique sur le SDRIF** (schéma directeur de la Région Ile-de-France).

2 mars : **Grande mobilisation paysanne et citoyenne le samedi 2 mars à Paris !** Organisée par la Confédération paysanne Île-de-France.

4 mars : **Enjeux politiques du SDRIF.** Cette soirée de présentation et d'échanges se tiendra 60 rue Franklin à Montreuil (Métro Mairie de Montreuil).

8 mars : **Réunion du collectif d'animation** du comité local Attac93Sud, de 19h à 22h, salle Franklin, 60 rue Franklin à Montreuil (ouvert aux adhérent.es).

8 mars : **Journée internationale pour les droits des femmes** – marche à Paris et dans toutes les villes de France – Pour Paris et Ile de France : manifestation à 14h Place Gambetta 75020.

12 mars : L'histoire du salariat à la lumière des thèses de Bernard Friot. Club d'Histoire, bibliothèque Robert Des-



nos, 19h, 14 boulevard Rouget de Lisle, Montreuil.

14 mars : **Projection du film *Nous n'avons pas peur des ruines***, au Méliès de Yannis Youlountas, avec la participation d'Attac Montreuil. Au Méliès- 12 Pl. Jean Jaurès, 93100 Montreuil à 20h.

15 mars : **Fête des lanternes pour la paix** à 20h devant

le cinéma Le Méliès, Montreuil.

21 mars : **Journée mondiale des forêts** (décidée par l'ONU).

22 mars : **Journée mondiale de l'eau** (décidée par l'ONU).



LUTTES



Le Panthéon des métèques

L'entrée au Panthéon de Missak et Mélinée Manouchian est une reconnaissance bien tardive des actes de résistance des FTP-MOI fusillés au Mont Valérien le 21 février 1944, combattants de la Liberté, d'une France idéalisée patrie de ceux qui n'en avaient pas. Reconnaissance d'autant plus tardive qu'elle

se double de premières elles aussi longtemps différées : premier ouvrier, premier membre du parti communiste et premier étranger admis dans le mausolée des grands hommes de l'histoire nationale. Elle cristallise aussi la duplicité de l'État français et singulièrement d'Emmanuel Macron, adepte de la politique mémorielle sélective, célébrant quelques « immigrés choisis » et s'acharnant dans le même temps sur les immigrés « subis », avec des mots de défenseur et de rempart qui dissimulent mal une connivence avec l'extrême-droite, placée au centre des débats et choyée comme le meilleur ennemi, celui que l'on préfère à tout autre et face auquel, redoutable illusion, on se croit électoralement invincible.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Organisation des Nations Unies adopte la déclaration universelle des droits humains, qui ambitionne de dépasser la logique séculaire des états-nations, protagonistes de deux guerres mondiales, selon laquelle les droits d'un individu découlent essentiellement de sa nationalité (les apatrides étant fondamentalement des « sans-droits »). Certes, la déclaration française des droits de l'homme et du citoyen de 1789 constituait un précédent, parmi d'autres, mais sa finalité était d'inspirer les droits constitutionnels donnés aux seuls français (1). Eleanor Roosevelt et René Cassin avait en vue autre chose, un socle supra-national et véritablement universel de droits essentiels (2). Attac s'inscrira plus tard dans cette vision d'une humanité émancipée des nationalismes, au travers de l'altermondialisme et des valeurs de justice globale (ou justice mondiale). Même si les droits humains ainsi conçus restent aujourd'hui une utopie dans bien des régions du monde, leur simple affirmation aurait

sans doute fait chaud au cœur de Manouchian et de ses camarades. Animés par un idéal socialiste balayant les frontières, qu'ils furent proches et tout à la fois très loin d'effleurer ce moment historique de l'après-guerre !

Lorsqu'il débarqua à Marseille en 1924 pour mettre sa force de travail au service de la Société de Forges et Chantiers de la Méditerranée, Missak Manouchian mesurait-il que la patrie des droits de l'homme n'avait renversé la table qu'à moitié, le privilège de naître français ayant succédé à l'abolition des privilèges ? Découvrit-il que le combat de la gauche depuis Condorcet pour traduire « Liberté, Egalité, Fraternité » dans les faits se heurtait génération après génération à la domination des possédants et à la violence sociale du « parti de l'ordre », toujours présent, traversant tous les régimes ? Savait-il que l'ébauche de république sociale issue des journées révolutionnaires de 1848 n'avait donné la nationalité française qu'aux enfants nés en France dont l'un des parents y était également né, deuxième condition supprimée par la république suivante au seul motif de grossir les rangs des armées en vue de reprendre l'Alsace et la Lorraine ?

Toujours est-il que Missak Manouchian formula sa première demande de naturalisation (3) et adhéra au Parti Communiste à peu près simultanément, tandis que l'extrême droite fascisante grondait à Paris et menaçait de renverser une république parlementaire minée par les scandales d'État (4). Paradoxe d'un engagement puis d'un combat pour la sauvegarde d'un régime fondamentalement opposé aux idéaux révolutionnaires et qui n'aura pas cessé, excepté durant l'épisode du front populaire, de considérer les étrangers, les immigrés et autochtones des colonies, « métèques » en tous genres, comme une humanité de rang inférieur, un vivier de main-d'œuvre corvéable à merci et mobilisable en temps de guerre (5).

Quatre-vingt années plus tard, la question n'est pas de savoir si les tenants de l'antisémitisme et du nationalisme doctrinal sous la Troisième République, dont les discours haineux envers les Juifs, les Arméniens, les Italiens ou les Polonais évoquaient déjà un projet de remplacement du peuple français, ont trouvé des héritiers dans l'extrême-droite contemporaine nostalgique du régime de Vichy et de la colonisation, obnubilée par le droit du sang et la nationalité entendue comme une arme d'exclusion. On le sait. Il s'agit plutôt de se demander si les forces politiques légalistes, républicaines et

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr



soi-disantes garantes de la démocratie ont vraiment fait leur aggiornamento à l'égard de l'étranger, du migrant, du réfugié. Pas seulement en prononçant de vigoureux discours sans lendemain contre le racisme et la xénophobie, mais plutôt en légiférant pour accorder des droits réels à celles et ceux qui, dépourvus de papiers en règle, ne sont mêmes pas considérés comme des personnes secourables alors que leur liberté, leur dignité, leur statut de personne humaine, leur vie-même le cas échéant, sont menacés.

Hélas, la tendance n'est pas franchement favorable. En 2015, dans un spectaculaire retour arrière au regard du sens de l'Histoire, François Hollande n'a-t-il pas proposé (avant d'enterrer la mesure et d'exprimer des regrets) de punir doublement les auteurs et complices d'actes de terrorisme par la déchéance de nationalité et la loi immigration de décembre 2023 n'a-t-elle pas repris cette disposition à l'encontre des binationaux condamnés pour homicide volontaire contre tout dépositaire de l'autorité publique (avant d'être censurée par le Conseil Constitutionnel) ? Double bégaiement du pouvoir révélant que la déchéance de nationalité, chère aux pétainistes, hante encore certains esprits pour lesquels nationalité et citoyenneté sont indissociables. Qui n'a pas la première n'a pas la seconde et donc n'est pas grand-chose.

On ne fera pas ici la longue liste des politiques publiques schizophréniques invoquant la vocation d'accueil de la France, ouvrant les bras aux réfugiés d'Ukraine et les gardant fermés à l'égard de ceux qui tentent de traverser la Méditerranée. Une étape honteuse a toutefois été franchie avec la loi Darmanin, dictée par une droite prête à tout pour séduire un électorat qui lui échappe, inspirée par sa frange extrême jubilant de voir son programme dédiabolisé comme jamais, le tout orné d'un double étendard : la déchéance de nationalité et la préférence nationale. Et que dire de la duplicité présidentielle, laissant faire et validant silencieusement toutes les compromissions avant de tenter d'instrumentaliser le Conseil Constitutionnel ?

Le fait de mourir pour la France aurait pu constituer une exception mettant à égalité les nationaux et les « métèques » mais on a trop longtemps fait le tri parmi les morts de Verdun ou du Mont Valérien. La Patrie n'a pas montré le même empressement à honorer tous les sacrifices, le fossé n'est pas comblé. Aragon et Feu! Chatterton nous ont ému.es, beaucoup ému.es, et Fabien Roussel qualifie de réparation l'hommage rendu à ceux de l'affiche rouge... une hirondelle ne fait pas le printemps, il est encore loin le jour où la France érigeria un Panthéon à tous les « métèques » qui lui ont donné leurs vies et reconnaîtra tous ceux qui viennent à sa rencontre, sans cocarde, comme ses enfants, ici chez eux.

TL

(1) La constitution de 1793 n'envisageait même pas la déchéance de la nationalité, racine du droit, mais seulement de celle de « l'exercice des droits de citoyen » en cas de condamnation à des peines « infamantes ou afflictives, jusqu'à réha-

bilitation ».

(2) « le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion » Charte des Nations unies, préambule et article 56.

(3) Qui lui fut refusée en décembre 1934 et fut suivie d'une deuxième demande, en janvier 1940, restée sans suite.

(4) Manifestation antiparlementaire des ligues d'extrême-droite et des associations d'anciens combattants du 6 février 1934.

(5) On pense ici aux tirailleurs sénégalais et autres soldats de la « Force Noire » dont 72 000 périrent au front entre 1914 et 1918 et aux 17 000 tirailleurs tués durant la bataille de France en mai-juin 1940.

L'affiche rouge

*Vous n'avez réclamé ni gloire ni les larmes
Ni l'orgue ni la prière aux agonisants
Onze ans déjà que cela passe vite onze ans
Vous vous étiez servis simplement de vos armes
La mort n'éblouit pas les yeux des Partisans*

*Vous aviez vos portraits sur les murs de nos villes
Noirs de barbe et de nuit hirsutes menaçants
L'affiche qui semblait une tache de sang
Parce qu'à prononcer vos noms sont difficiles
Y cherchait un effet de peur sur les passants*

*Nul ne semblait vous voir Français de préférence
Les gens allaient sans yeux pour vous le jour durant
Mais à l'heure du couvre-feu des doigts errants
Avaient écrit sous vos photos MORTS POUR LA FRANCE*

*Et les mornes matins en étaient différents
Tout avait la couleur uniforme du givre
À la fin février pour vos derniers moments
Et c'est alors que l'un de vous dit calmement
Bonheur à tous Bonheur à ceux qui vont survivre
Je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand*

*Adieu la peine et le plaisir Adieu les roses
Adieu la vie adieu la lumière et le vent
Marie-toi sois heureuse et pense à moi souvent
Toi qui vas demeurer dans la beauté des choses
Quand tout sera fini plus tard en Erivan*

*Un grand soleil d'hiver éclaire la colline
Que la nature est belle et que le coeur me fend
La justice viendra sur nos pas triomphants
Ma Mélinée ô mon amour mon orpheline
Et je te dis de vivre et d'avoir un enfant*

*Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent
Vingt et trois qui donnaient le coeur avant le temps
Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant
Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir
Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant.*

Louis Aragon, in Le Roman inachevé (1956).





Crise agricole et modèle de société

La colère qui agite le monde agricole en Europe depuis quelques semaines est un symptôme plus profond entre deux conceptions politiques antagoniques :

- Une conception productiviste, qui met en péril la santé de tous et aggrave la crise environnementale, impulsée par les dirigeants de la FNSEA, du CNJA et des multinationales de l'industrie agro-alimentaire.
- Et une conception en rupture avec le modèle agricole qui prédomine depuis 60 ans (Politique agricole commune et accords de libre-échange), dont l'émergence remonte aux premiers forums sociaux mondiaux à Porto Alegre en 2002.

Le premier constat qui s'impose est la FNSEA et ses alliés font semblant de défendre l'avenir de l'agriculture alors qu'ils soutiennent des choix politiques dangereux. Ils essaient d'enfumer la population en criant famine et en refusant obstinément toutes mesures susceptibles de commencer à protéger le vivant. Nous précisons ici que nous ne mettons pas sur le même plan les grands céréaliers millionnaires et les paysans qui s'appauvrissent mais qui promeuvent une agriculture raisonnée et respectueuse de l'environnement. C'est comme mettre sur le même plan une PME de quelques salariés et une multinationale du CAC 40. Comme le dit la Confédération Paysanne « *une agriculture juste ça ne se fait pas au moins cher* ». Le travail paysan doit être rémunéré à sa juste valeur. Or ce n'est pas le cas aujourd'hui où l'industrie agro-alimentaire et la grande distribution réalisent des profits faramineux quand la paysannerie connaît des revenus très bas. Un berger des Pyrénées gagne en moyenne 1 800 € par mois pour plus de 60 h de travail par semaine ! et beaucoup de jeunes maraîchers gagnent l'équivalent du SMIC.

Le gouvernement a immédiatement cédé à la fraction la plus conservatrice du monde agricole en repoussant aux calendes grecques la fin de l'utilisation des pesticides (Plan ecophyto). Ces dispositions étaient censées préserver à minima la qualité de la production agricole et la santé publique.

La conception des accords de libre-échange est largement responsable de cette situation mais aussi le fait que

les contraintes réglementaires de l'Union Européenne varient d'un pays à l'autre entraînant une concurrence déloyale. La Politique Agricole Commune (PAC) depuis 1992 a pris un tournant néolibéral en détruisant les mesures protectrices et en favorisant le productivisme et l'accumulation du Capital. Ce sont des aides uniques et indifférenciées qui prévalent aujourd'hui. Comme le dit Aurélie Trouvé (députée LFI) « *nous sommes dans un système d'aides absurde qui ne permet pas à la majorité des agriculteurs de vivre de leur travail.* »

Nous pensons que le modèle agricole européen et mondial doit résolument changer de cap. Il y a une similitude entre les souffrances vécues par les travailleurs-paysans, les enseignants, les personnels soignants et l'ensemble de la population. Cette similitude s'appelle le néolibéralisme. Il importe donc de construire des convergences pour proposer un projet de société qui ne se réduit pas à dire NON à une politique mais offre une alternative. Une majorité de la population comprend la nécessité de réorienter le modèle agricole. Alors ne nous laissons pas enfumer par la FNSEA et la droite largement épaulée par l'extrême-droite.

DR

Arnaud Rousseau, président de la FNSEA

Arnaud Rousseau, né le 15 janvier 1974 à Meaux est un homme d'affaires, syndicaliste et exploitant agricole céréalier français. Chef d'une exploitation céréalrière de plus de 700 hectares en Seine-et-Marne, il dirige de 2017 à 2023 la Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux. Il préside également le conseil d'administration du groupe AVRIL. Depuis avril 2023, il est président de la Fédération des Syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

AVRIL, un modèle agroindustriel

Anciennement connu sous le nom de Sofiprotéol, AVRIL est un groupe agroindustriel français spécialisé dans l'alimentation humaine, l'alimentation animale, l'énergie et la chimie. Il dispose d'un portefeuille de marques comme Lesieur, Puget, Matines, ou Diester. Le groupe est fondé en 1983 à l'initiative d'une démarche collective du monde agricole français qui s'est structuré en filières pour assurer des débouchés aux productions françaises d'oléagineux (colza, tournesol, soja) et de protéagineux (pois, féveroles, lupin). Le groupe AVRIL opère dans 19 pays et emploie 7 367 salariés. En 2022, son chiffre d'affaires s'élevait à 9 milliards d'euros. Son siège est basé à Paris.





Extrait d'un document de la commission « genre » d'Attac

Le combat féministe est un des combats d'Attac depuis sa création. La commission Genre produit régulièrement des documents pour démontrer chiffres à l'appui les injustices que les

femmes subissent dans les entreprises et dans la société.

Vous trouverez ci-joint l'extrait d'un document plus long que vous retrouverez sur le site d'Attac. Notre association sera présente le 8 mars dans les manifestations organisées afin que l'égalité entre les Hommes et les femmes ne soit pas un vain mot. La liberté de l'IVG va être inscrite dans la constitution c'est une avancée même si les sénateurs et la droite macroniste ont préféré la notion de liberté à celle de droit à...

La journée internationale des droits des femmes du 8 mars est une occasion pour rappeler que, malgré les grandes avancées réalisées depuis un siècle sous l'effet des luttes féministes, les inégalités entre les femmes et les hommes ne se réduisent plus que très lentement, voire stagne. Elles restent à un niveau inacceptable dans le monde, y compris en France et dans l'Union européenne. Un peu partout, la montée de la dénonciation des violences envers les femmes est devenue un phénomène social majeur. Il met en lumière que les violences sexistes et sexuelles concernent tous les domaines : lieux de travail, sphère familiale, transports, sports, milieux culturels. Ce qui, aux côtés des violences économiques, souligne la persistance de la domination masculine. En parallèle, on assiste dans un certain nombre de pays à une contre-révolution conservatrice centrée sur la défense de la famille traditionnelle, qui se traduit par la remise en cause d'acquis fondamentaux pour les femmes et les minorités sexuelles. En réaction au regain d'attention autour des questions féministes dans le débat public, la résistance masculiniste à l'émancipation des femmes gagne du terrain. Le rapport 2024 du HCE s'alarme ainsi d'un renforcement des stéréotypes sexistes, chez les hommes et parfois aussi chez les femmes. Il constate une réaffirmation des rôles sociaux sexués, en particulier l'assignation des femmes à la sphère domestique et au rôle maternel. Désormais, c'est également le président Macron qui fait la promotion d'une politique nataliste, vieille obsession de l'extrême droite et de la droite catholique traditionaliste. Dans ce texte, nous rappelons certaines analyses et

revendications dans des domaines que nous défendons depuis longtemps à Attac pour l'égalité et l'émancipation de toutes et tous.

La Journée internationale des droits des femmes

- 1910 : C'est lors d'une conférence à Copenhague que Clara Zetkin, journaliste et militante politique allemande, propose face à son assemblée exclusivement féminine la création d'une « Journée internationale des femmes ». L'idée est acclamée à l'unanimité.
- 1917 : Le 8 mars, les ouvrières de Saint-Petersbourg se mettent en grève pour protester contre leurs conditions de travail. Non seulement cette grève aura permis aux femmes russes d'obtenir le droit de vote, mais également de désigner cette date comme « Journée internationale des femmes » à travers le monde.
- 1945 : les femmes obtiennent enfin le droit de vote en France
- 1975 : le droit à l'avortement est légalisé en France par le vote de la loi Veil
- 1977 : le 8 mars est officiellement reconnu comme « Journée internationale des femmes » par les Nations Unies.
- 1982 : Yvette Roudy, ministre déléguée aux droits des femmes, parvient à faire reconnaître le 8 mars en France. Cet événement prendra le nom de « Journée internationale des droits des femmes ». Le 8 mars est l'occasion de prendre du recul et faire un point sur la condition des femmes à travers le monde. Une journée internationale pour pointer du doigt les inégalités persistantes qui pèsent sur la vie personnelle et professionnelle des femmes mais également célébrer les victoires acquises au cours de l'année écoulée.

Le néolibéralisme tire profit des inégalités

La division sexuelle du travail est au cœur de l'oppression subie par les femmes. Si le capitalisme n'a pas créé les inégalités entre les femmes et les hommes – le patriarcat existait bien avant son avènement –, il a parfaitement su les utiliser et s'appuyer dessus. Aujourd'hui, le néolibéralisme s'en nourrit et tire profit des inégalités concernant le travail rémunéré et non rémunéré des femmes. Dans la sphère professionnelle, la main-d'œuvre féminine se caractérise partout par des salaires en moyenne plus faibles actant une surexploitation économique. Dans la famille, c'est le travail gratuit des femmes qui assument très majoritairement l'éducation des enfants, la gestion du foyer et les tâches ménagères, qui assure la reproduction de la force de travail essentielle au fonctionnement du capitalisme et à la réalisation de ses profits. Autre exemple, le travail à temps partiel, essentiellement féminin, souvent subi, est très



défavorable aux femmes en termes de salaires et de retraites, mais très bénéfique aux entreprises : il leur permet en effet de renforcer la main-d'œuvre aux heures de forte activité sans avoir à la payer pendant les heures creuses.

Les politiques menées entravent l'objectif d'Égalité

Malgré l'affichage, aujourd'hui généralisée, d'un objectif d'égalité entre les femmes et les hommes, le cadre dominant dans l'Union européenne est celui de politiques néolibérales... contradictoires avec l'objectif affiché. Au nom du dogme de l'efficacité du marché, baisser les dépenses publiques est devenu une litanie. Les activités couvertes par le secteur public sont petit à petit livrées au secteur privé. Le principe de « libre concurrence » conduit à un alignement des pays sur le moins-disant social et fiscal. Partout, ces politiques se traduisent par le dépérissement de l'État social, avec un affaiblissement catastrophique des services publics, des coupes budgétaires dans la protection sociale, des attaques contre les retraites, l'assurance chômage, le droit du travail et les prestations sociales. Ce sont alors les personnes en situation de précarité, en majorité des femmes, des immigrées, qui sont le plus durement touchées.

Régression des services publics : les femmes sont les premières concernées

Les services publics sont la richesse de celles et ceux qui n'ont rien. Leur démantèlement affecte toute la population, et plus particulièrement les plus modestes. Les femmes sont touchées à double titre, de manière structurelle. D'abord, elles sont pénalisées en tant que principales bénéficiaires et usagères des services publics. Ce sont elles qui assument en effet très majoritairement le rôle de responsable principale de la famille, de l'éducation et la santé des enfants, des soins aux proches. Lorsque ferment des services hospitaliers, des maternités de proximité, lorsque le montant des prestations sociales est gelé, les femmes, particulièrement dans les territoires ruraux, se heurtent à de nombreuses difficultés supplémentaires. Avec la fermeture de nombreux centres pratiquant les IVG, c'est aussi le droit à l'avortement qui s'avère concrètement menacé. Dans plusieurs pays, on déplore des reculs de ce droit, ce qui rend d'autant plus importante son inscription dans la Constitution française.

Elles sont ensuite concernées en tant que principales salariées de ces secteurs (santé, éducation, sécurité sociale, ...). Elles représentent en effet environ 60 % des effectifs du secteur public. Le gel, voire la diminution

des effectifs, a des conséquences importantes, avec une intensification du travail et des pressions, une flexibilité accrue, un stress croissant, qui affectent la santé physique et mentale des salarié.es. La situation est devenue critique, en particulier dans les secteurs les plus féminisés (secteur social, santé, hôpitaux, établissements pour personnes âgées, éducation, justice). Les personnels sont souvent à bout, de plus en plus démunis face à une demande qu'ils et elles savent ne pas satisfaire convenablement.

L'équipe de rédaction

photo © Anthony Baratier

Des victoires !

Dans la lutte pour les droits des femmes, il n'y a pas de petites victoires. Alors profitons-en pour mettre en lumière ces avancées qui vont radicalement changer la vie de milliers de femmes à travers le monde :

Écosse : L'Écosse devient le premier pays du monde à adopter la gratuité pour les protections hygiéniques pour les femmes à faibles revenus. Et en plus, elles seront en libre accès ! Un premier pas décisif pour combattre la précarité menstruelle.

France : La France allonge le congé paternité de 14 à 28 jours à partir de juin 2021. Alors oui, cette mesure concerne les hommes. Mais elle permettra plus d'égalité au sein du couple, qu'il s'agisse des choix de carrières professionnelles ou de la vie quotidienne à la maison.

Costa Rica : Le 26 mai dernier, Dunia Araya et Alexandra Quiros deviennent le premier couple de femmes homosexuelles à se dire oui en toute légalité. Le pays devient le premier d'Amérique Latine à voter une telle mesure.

Argentine : Après des mois de lutte et de manifestations, les argentines ont enfin le droit de disposer librement de leur corps. Jusque-là interdit par la loi, l'Argentine devient le quatrième pays d'Amérique du Sud à légaliser l'avortement. La récente élection de Javier Milei compromet fortement cette avancée pour les femmes

Soudan : Le Soudan vote une loi interdisant les mutilations génitales féminines. Celles-ci sont désormais considérées comme criminelles dans un pays où la pratique était encore très répandue. Pour rappel, selon les Nations-Unies, près de 9 soudanaises sur 10 auraient subi ces actes.





Les ingénieurs du chaos

Giuliano Da Empoli
Editeur J.C Lattès (2019)

Giuliano Da Empolid décorique dans un essai remarquable, *Les ingénieurs du chaos*, les mécanismes pour ruiner la démocratie et permettre l'accès au pouvoir d'individus aussi dangereux que Trump, Bolsonaro ou Boris Johnson. Le titre est

astucieux car dans ingénieur il y a aussi génie ; l'étymologie nous dit qu'un ingénieur est celui qui inventait des machines de guerre (1537). Dans ce livre il s'agit plutôt

de mauvais génies comme Steve Bannon, ou Arthur Finkelstein conseiller d'Orban en Hongrie ou Netanyahu. L'auteur montre comment ces conseillers construisent la communication de leur commanditaire sur fond d'idéologie d'extrême-droite : s'appuyer sur les colères du peuple pour gagner une élection, utiliser les réseaux sociaux et inventer des fausses nouvelles contre leurs adversaires, exploiter la colère populaire sur le thème du « tous pourris » ou propager des informations complotistes sur la démocratie en péril comme le fait régulièrement Michel Onfray. L'objectif est d'attiser la haine et la colère du peuple. Ainsi sur la base de mensonges les Britanniques ont voté pour le Brexit. Il en est de même en France avec Zemmour et M. Le Pen qui grâce au marketing digital essaient de se construire une image acceptable tout en fustigeant « les élites mondialisées ».

DR



Elévation

Acte III, scène 2

L'actionnaire debout devant son bureau fait tourner un jeu de roulette. A chaque fois que la bille se stabilise il décroche son téléphone.

L'actionnaire

Melle Lamarge, demandez à notre pool de traders de se débarrasser de nos titres Petrolux avant la prochaine COP 2049 et d'engager nos avoirs dans les nouveaux pôles Innovation Attractivité et Bienveillance... Oui comme il y a 3 mois... et comme l'année passée. Oui comme d'habitude, il faut nous séparer des vieilleries et avancer résolument vers le nouveau monde qui nous attend...

L'actionnaire relance encore sa roulette.

L'actionnaire

Melle Lamarge, dites au service juridique de transmettre ma demande de divorce à mon épouse... Oui exactement, comme vous le dites, le nouveau monde n'attend pas !

L'actionnaire relance encore sa roulette.

L'actionnaire

Melle Lamarge, dites aux services Facilités et environnement de me commander un bento pour midi... Oui uniquement macrobiotique et sans gluten.

L'actionnaire relance encore sa roulette. Pendant que la

bille tourne autour du plateau Vlad pénètre dans le bureau.

L'actionnaire

Et bien gardien de l'ordre nouveau, enfin du nouvel ordre plutôt... que venez vous chercher en ce modeste lieu ? Mon intelligence artificielle aléatoire ne m'a aucunement prévenu qu'il me fallait vous convoquer ! La situation semble donc improbable et n'a donc aucune raison rationnelle de se produire. Quelque chose fragilise les incertitudes induisant un défaut de contrôle au plus haut niveau.

Vlad

Toutes mes excuses monsieur c'est le contremaître qui m'envoie. Il ne peut pas quitter son poste au côté du système primordial qui ne cesse de dévorer tout le capital qu'on lui injecte.

L'actionnaire

J'imagine que le taux de rentabilité doit-être particulièrement séduisant pour justifier un tel niveau d'investissement ?

Vlad

Non monsieur... La situation est difficilement explicable. Le capital est absorbé, les sphères indicelles s'envolent, le système primordial surchauffe, mais...

L'actionnaire

Mais quoi ?

Vlad

Rien justement ! Rien ne redescend pour grossir le profit



qui à son tour doit alimenter l'élévation afin de nourrir le cycle vertueux qui assure bien-être et abondance au plus grand nombre.

L'actionnaire

Rien ? Même pas le moindre petit bonus ou quelques juteux coupons ? Mais que devient le capital ? Il n'est pas imaginable qu'il engendre de l'élévation pour ensuite s'évaporer sans produire le moindre bénéfice ?

Vlad

La situation est incompréhensible monsieur... Le capital ne produit rien et se volatilise.

L'actionnaire

Le capital se volatilise ? Cette conclusion est au mieux absurde ! Le système primordial est construit pour assurer la reproduction et la démultiplication du capital. Il dispose des plus subtils mécanismes garantissant que ce dernier s'introduise en tous lieux et en toutes choses afin de devenir la matière même de ce monde. Il est la cause primordiale et le but ultime de tout ce qui constitue l'univers, l'aboutissement de tous commerces. Ceci n'est pas une chaise mais du capital ! Ce bureau, cet immeuble, Mademoiselle Lamarge et vous-même... Du capital ! Les arbres, les montagnes, les océans, l'atmosphère, l'orbite, les planètes, la galaxie et Dieu lui-même... Du capital ! Alors s'il vous plaît ne me dites pas qu'il se volatilise ! Son évaporation n'est pas dans la nature des choses !

Vlad

Et pourtant... Et soyez assuré que le contremaître et moi-même avons usé de tous les artifices d'ingénierie économique connus et inconnus afin de conjurer cette sorcellerie et rétablir l'exercice normal d'une élévation auto-générée. Les pouilles sont bien sur sous haute surveillance, mais il reste impossible de maîtriser l'ensemble des flux sans pénaliser l'élévation.

L'actionnaire

Il n'est pas certain que l'ordre nouveau, ou le nouvelle ordre, je ne sais plus comment vous l'appellez, soit finalement une orientation de nature à déboucher sur de fructueuses perspectives. Les rois s'octroyaient trop de privilèges, nous les avons décapités pour mettre en place la République. La démocratie qu'elle traîne derrière elle a connu ses hauts et ses bas, avec empires, dictatures et parfois des passages frôlant le socialisme. L'élévation a dû s'adapter à ces différentes formes d'organisations politiques mais sans jamais perdre le principe élémentaire de sa matrice. Et maintenant ce prétendu Nouvel ordre qui ne semble causer que du désordre ? Que faut-il encore expérimenter ? L'élévation solidaire ? L'élévation verte ? L'élévation libertaire ? Ou peut-être libertarienne ? Les régimes se succèdent mais l'élévation reste. Et savez-vous pourquoi ?

Vlad

Parce que personne n'irait engager son énergie et ses richesses dans une aventure incertaine s'il n'avait pas l'espoir d'en tirer un bénéfice personnel ? Parce que le profit est le moteur qui pousse l'humanité à s'épuiser dans d'intrépides actions productives plutôt que de se laisser aller à la plus évidente paresse ? Parce que sans profit il n'y a plus d'investissement et sans investissement plus de production et sans production plus d'élévation ?

L'actionnaire

C'est bien ce que le monde doit croire... Justifiant que la richesse reste entre les mains d'une minorité d'intrépides investisseurs risquant tout afin de garantir que l'élévation poursuive son cycle perpétuel d'accroissement continu pour le confort du plus grand nombre. Qu'en serait-il si la richesse était répartie équitablement entre tous ? Et Bien ? Et bien que voulez-vous que cela change ? Probablement rien ! Une majorité déciderait la part de richesse que chacun doit apporter pour que l'élévation accomplisse son cycle... et la production serait redistribuée entre tous. Le système primordial n'aurait besoin que de quelques ajustements marginaux pour continuer à tourner inlassablement et fournir à l'humanité ce dont elle a besoin. Pour la majorité, les changements seraient finalement mineurs... sauf que... pour la minorité...

Vlad

Le contremaître dit toujours que les paramètres qui ajustent les mécanismes du système primordial sont identiques à ceux qui gouvernent l'âme des hommes.

L'actionnaire

L'élévation n'est qu'une pyramide de déséquilibres, toujours en mouvement afin d'éviter son propre effondrement. Si l'injection de valeur ne produit plus de profit alors un nouvel équilibre viendra rétablir le système. L'âme de l'humanité serait-elle encore une fois en train de vivre une transformation capitale ?

Vlad

Ce désordre est insupportable... perdre toutes certitudes entre les causes et les effets... constater que les indicateurs fluctuent au point de perdre toute notion de valeur me donne la nausée !

GE



OURS



Grand chef de la rédaction : Attac93sud

Ont été exploités pour ce numéro : Guillaume Ernika, Thierry Latour, Jean Noviel, Daniel Rome.

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr>

contact@attac93sud.fr